

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-24 du 21 juin 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les dirigeants du G7 annoncent un prêt de 50 Md\$ en faveur de l'Ukraine
2. La Maison-Blanche lance une analyse des chaînes d'approvisionnement américaines
3. Donald Trump propose de remplacer l'impôt sur le revenu par des droits de douane
4. Les États-Unis et l'Inde poursuivent leur coopération sur les minéraux critiques et les semi-conducteurs
5. La Commission spéciale sur le parti communiste chinois crée un groupe de travail sur la filière chinoise des minéraux critiques

Climat – énergie – environnement

6. Le Département de l'Énergie annonce 900 M\$ pour la prochaine génération de petits réacteurs modulaires à eau légère

Transport et infrastructure

7. La FAA et l'EASA s'engagent à renforcer leur coopération
8. L'administration fédérale lance un appel à propositions pour la mise en place d'un centre pour l'innovation en transport maritime

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Des sénateurs demandent à l'EPA une augmentation des taux d'incorporation des biocarburants

Numérique et innovation

10. La Federal Trade Commission (FTC) accuse TikTok de violations de la vie privée des enfants
11. Des sénateurs ont déposé une proposition de loi pour lutter contre les images intimes non consenties générées par l'IA

Santé

12. Les attaques pour demande de rançon se multiplient depuis le piratage de Change Healthcare

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les dirigeants du G7 annoncent un prêt de 50 Md\$ en faveur de l'Ukraine

Réunis à l'occasion d'un sommet à Fasano en Italie, les dirigeants du G7 se sont accordés pour octroyer un prêt de 50 Md\$ au profit de l'Ukraine d'ici la fin de l'année. La conclusion de cet accord constituait l'une des priorités de l'administration Biden en vue de ce nouveau sommet du G7 [voir [Brèves sectorielles du 14 juin 2024](#)]. La *fact sheet* [publiée](#) le 14 juin par la Maison-Blanche indique à cet égard que « les États-Unis travailleront avec l'Ukraine et les partenaires du G7 dans les mois à venir pour finaliser les détails de l'accord de financement et émettre le prêt d'ici la fin de l'année ». Il précise en outre que ce prêt sera financé par « les revenus d'aubaine tirés des avoirs souverains russes immobilisés dans l'Union européenne et au sein des juridictions pertinentes. » Les avoirs souverains russes immobilisés au sein de ces juridictions le resteront « jusqu'à ce que la Russie mette fin à son agression et rembourse les dommages causés à l'Ukraine ».

La Secrétaire au Trésor Janet Yellen s'est [félicitée](#) de cet accord, estimant que l'octroi d'un nouveau prêt au profit de l'Ukraine constituait « une étape cruciale pour obtenir les ressources financières dont l'Ukraine a besoin avant qu'il ne soit trop tard ».

La *fact sheet* de la Maison-Blanche indique également que le président Biden a encouragé les dirigeants du G7 à adopter de nouvelles mesures pour se prémunir contre les « pratiques déloyales de la Chine », qui donnent lieu à des « conséquences à l'échelle mondiale, notamment des surcapacités nuisibles, affaiblissant les entreprises sur le marché et entraînant des dépendances au sein des chaînes d'approvisionnement dans des secteurs tels que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, les véhicules électriques, les batteries lithium-ion, les appareils médicaux, les semi-conducteurs à maturité, l'acier, l'aluminium, ainsi que d'autres ».

2. La Maison-Blanche lance une analyse des chaînes d'approvisionnement américaines

Par un décret exécutif [publié](#) le 14 juin, le Président Joe Biden a formalisé le fonctionnement et le rôle du Conseil de la Maison-Blanche sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, [créé](#) en novembre 2023 [voir [Brèves sectorielles du 28 novembre 2023](#)]. Selon le décret, ce Conseil a pour mission de « coordonner et promouvoir les efforts du gouvernement fédéral afin de renforcer la résilience de long terme des chaînes d'approvisionnement et la compétitive de l'industrie américaine », en identifiant et en répondant aux vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement et en travaillant avec les « alliés et partenaires » des États-Unis.

Le Conseil, co-présidé par la directrice du Conseil économique national de la Maison-Blanche (NEC), Lael Brainard, et le Conseiller à

la sécurité nationale (NSC) Jake Sullivan, est composé de 30 membres de cabinets et hauts fonctionnaires, dont la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo et la Présidente de la Banque américaine d'import-export Rata Lewis. Il se réunira deux fois par an, ou sur demande de ses coprésidents.

Le décret charge le Conseil de conduire avant la fin de l'année 2024 « un examen quadriennal des chaînes d'approvisionnement des industries essentielles à la sécurité nationale ou économique » des États-Unis. Ce rapport devra notamment inclure « un plan stratégique comprenant des actions diplomatiques, économiques, de sécurité, de développement international, de commerce et d'autres politiques pour guider l'engagement des États-Unis avec [leurs] alliés et partenaires », une description des incitations fédérales mises en place pour attirer les investissements privés dans les chaînes d'approvisionnement en biens essentiels, et évoquer « les réformes des règles nationales et internationales et des accords commerciaux qui pourraient être poursuivis afin de soutenir la résilience, la sécurité, la diversité, la durabilité et la force des chaînes d'approvisionnement ».

Cette annonce intervient alors que le Département du Commerce et l'USTR ont tous deux lancé de récents appels à commentaires publics afin d'identifier des mesures qui pourraient être mises en œuvre afin de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement [voir [Brèves sectorielles du 8 mars 2024](#) et du [7 juin 2024](#)].

3. Donald Trump propose de remplacer l'impôt sur le revenu par des droits de douane

Selon la chaîne de télévision CNBC, lors d'une réunion privée avec des membres républicains du Congrès le 13 juin, Donald Trump aurait [évoqué](#) l'idée de mettre en place une « politique de droits de douane » qui permettrait aux États-Unis de supprimer l'impôt fédéral sur le revenu. D'après la source de CNBC, présente lors de la réunion, le candidat républicain à la présidentielle aurait également indiqué souhaiter utiliser les droits de douane comme levier de négociation avec des pays tiers.

Cette nouvelle a provoqué de nombreuses réactions dans la presse et sur les réseaux sociaux, Forbes [observant](#) notamment que des droits de douane de 85 % seraient requis afin de générer des revenus suffisants pour remplacer l'impôt fédéral sur le revenu. Le 16 juin, la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a [commenté](#) les propos de l'ancien Président, estimant que des droits de douane « bien supérieurs à 100 % » seraient nécessaires, et qu'une telle mesure « rend[ait] la vie inabordable pour les Américains de la classe ouvrière et [nuirait] aux entreprises américaines ». J. Yellen a défendu le bilan économique de l'administration Biden, remarquant que s'il était « vrai que ces trois dernières années environ, il y a[vait] eu une augmentation significative du niveau des prix », celui-ci

« augment[ait] maintenant à un rythme très lent, proche de la normale ».

4. Les États-Unis et l'Inde poursuivent leur coopération sur les minéraux critiques et les semiconducteurs

Le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis Jake Sullivan s'est rendu à New Delhi où il a co-présidé avec son homologue indien Ajit Doval, le 17 juin, la seconde réunion de l'Initiative on Critical and Emerging Technology (iCET), lancée en janvier 2023 entre les deux pays [voir [Brèves sectorielles du 23 juin 2023](#)].

Selon une fiche technique [publiée](#) conjointement par les gouvernements américain et indien, les deux pays se sont notamment engagés à établir « un programme collaboratif [...] sur l'exploration, la caractérisation et l'évaluation des ressources en terres rares et minéraux critiques », à conclure « rapidement » un mémorandum d'accord entre le Département américain du Commerce et le Ministère du Commerce et de l'Industrie indien afin de lancer « des domaines de coopération additionnels », et à coopérer sur le développement de technologies pour la fabrication d'aimants permanents sous l'égide du Département américain de l'Énergie.

Les États-Unis et l'Inde ont aussi convenu de travailler ensemble au renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement en semiconducteurs en lançant un nouveau partenariat visant à « codévelopper » des puces destinées aux « munitions à guidage de précision et d'autres technologies électroniques axées sur la sécurité nationale ».

5. La Commission spéciale sur le parti communiste chinois crée un groupe de travail sur la filière chinoise des minéraux critiques

La Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre a [annoncé](#) le 18 juin la création d'un groupe de travail bipartisan sur la filière chinoise des minéraux critiques. Celui-ci sera dirigé par les représentants R. Wittman (R-Virginie) et K. Castor (D-Floride).

Il aura pour objectif de « contrer le contrôle exercé par le parti communiste chinois sur les chaînes d'approvisionnement des minéraux critiques » selon le communiqué. « Les minéraux critiques sont les éléments constitutifs de tout, des biens de consommation de base aux technologies militaires de pointes » selon le président de la Commission spéciale, J. Moolenaar (R-Michigan), estimant que « la dépendance des États-Unis à l'égard du contrôle exercé par le parti communiste chinois sur la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques deviendrait rapidement une vulnérabilité existentielle en cas de conflit [avec la Chine] ».

La création de ce groupe intervient à la suite de la publication l'année dernière d'un rapport par la Commission spéciale sur le parti communiste chinois [formulant](#) plusieurs recommandations en

matière économique et commerciale, y compris pour réduire la dépendance américaine en matière d'approvisionnement en minéraux critiques en provenance de Chine [voir [Brèves sectorielles du 15 décembre 2023](#)].

Brèves

- Du 11 au 15 juin, la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai s'est rendue en Ouzbékistan puis au Kazakhstan. En Ouzbékistan, elle s'est [entretenu](#) avec le Président Shavkat Mirziyoyev, exprimant notamment son soutien à la candidature du pays à l'accession à l'OMC. Au Kazakhstan, elle a [participé](#) à la 15^e réunion du Conseil de l'Accord de commerce et d'investissement entre les États-Unis et l'Asie centrale (TIFA), auxquels sont parties le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Des représentants du Pakistan ont également assisté à la réunion en tant qu'observateurs.
- Le 20 juin, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [lancé](#) un appel à commentaires publics afin d'identifier des priorités de politiques commerciales qui pourraient être poursuivies par les États-Unis dans le cadre du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP), lancé par l'administration Biden avec 11 pays de la région. Les commentaires sont attendus avant le 22 juillet.
- Le 14 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#), en coordination avec la Turquie, quatre individus accusés d'entretenir des liens avec le groupe terroriste État islamique.
- Le 17 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux individus et cinq entités accusés d'avoir fourni des armes aux Houthis.
- Le 18 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux individus et sept entités accusés d'avoir fourni un soutien financier au Président de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, actuellement soumis à des sanctions américaines.
- Le 20 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) huit entités mexicaines impliquées dans des activités de narcotrafic. Le FinCen a également [publié](#) une notice d'information à l'égard des banques américaines sur les filières de production de fentanyl.

Climat – énergie – environnement

6. Le Département de l'Énergie annonce 900 M\$ pour la prochaine génération de petits réacteurs modulaires à eau légère

Le 17 juin, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) dans une [Notice of Intent](#) (NOI) sa volonté de financer le déploiement de la prochaine génération de petits réacteurs modulaires (SMR), à hauteur de 900 M\$. Ce financement contribuera à renforcer l'industrie nucléaire nationale américaine et à stimuler les projets de réacteurs, pour atteindre les objectifs américains en matière d'énergie propre et de climat.

Le DoE estime que les États-Unis auront besoin d'environ 700 GW à 900 GW de capacités supplémentaires propres pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050. L'énergie nucléaire est une option qui pourrait être déployée pour répondre notamment à la demande croissante d'énergie issue de l'intelligence artificielle et des centres de données, et de la relocalisation des industries.

Le DoE prévoit d'offrir un financement à deux niveaux. D'abord, par l'intermédiaire du « First Mover Team Support », il prévoit de fournir jusqu'à 800 M\$ pour soutenir jusqu'à deux consortiums engagés à déployer une première centrale tout en facilitant un carnet de commandes de SMR de troisième génération et plus (Gen III+). Ensuite, à travers le « Fast Follower Deployment Support », il fournira jusqu'à 100 M\$ pour stimuler des déploiements supplémentaires de SMR Gen III+ en comblant les principales lacunes qui ont entravé l'industrie nucléaire nationale dans des domaines tels que la conception, l'octroi de licences, le développement des fournisseurs et la préparation des sites.

Brèves

- Le 14 juin, la Maison-Blanche a [publié](#) un communiqué suite au sommet du G7 qui s'est tenu à Apulia, en Italie. Sur le volet « Accélérer la transition vers les énergies propres pour lutter contre le changement climatique », le communiqué souligne trois objectifs principaux : (i) abandonner progressivement l'énergie au charbon et augmenter le stockage de l'énergie ; (ii) construire des chaînes d'approvisionnement propres et résilientes ; et (iii) promouvoir la collaboration internationale sur l'énergie nucléaire et l'énergie de fusion.
- Le 18 juin, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) la publication de nouveaux principes de cybersécurité pour les chaînes d'approvisionnement des infrastructures énergétiques, développés en collaboration avec l'Idaho National Laboratory. Développés pour les fabricants et les utilisateurs finaux, ils créent un cadre pour renforcer les technologies clés utilisées pour gérer et exploiter les systèmes d'électricité, de pétrole et de gaz naturel dans le monde entier. Les chaînes d'approvisionnement constituent une

source importante de risque pour les systèmes énergétiques, car les composants du réseau américain, des pipelines et des infrastructures connexes sont développés et fabriqués par une grande diversité d'entreprises à l'échelle mondiale. Le communiqué souligne qu'une approche mondiale du sujet est impérative et peut prendre la forme d'une collaboration entre les principaux fabricants de pays aux vues similaires, tels que le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Transport et infrastructure

7. La FAA et l'EASA s'engagent à renforcer leur coopération

À l'issue de la conférence internationale sur la sécurité aérienne qui s'est tenue à Washington du 11 au 13 juin, l'agence de l'aviation civile américaine (FAA) et l'agence européenne pour la sécurité aérienne (EASA) ont publié un [communiqué commun](#) dans lequel elles s'engagent à renforcer leur coopération pour faire face aux défis qui touchent le secteur aérien, tels que le développement rapide des technologies, l'évolution de la main-d'œuvre et les enjeux de durabilité, tout en veillant à la satisfaction des besoins en matière de sécurité.

La FAA et l'EASA s'engagent plus précisément à :

- Prioriser le renforcement des efforts de coopération à tous les niveaux organisationnels ;
- Renforcer l'attention et l'échange d'informations sur la supervision de la sécurité pour promouvoir une forte culture de la sécurité ;
- Optimiser les ressources et tirer pleinement profit de l'accord sur la sécurité aérienne entre les États-Unis et l'Union européenne pour encourager la collaboration entre experts techniques et éviter la duplication des efforts entre les agences, en suivant une approche fondée sur le risque (*risk-based approach*) ;
- Approfondir la coopération réglementaire et la collaboration proactive sur les travaux de certification des technologies innovantes, notamment à travers la mise en œuvre de la feuille de route d'amélioration bilatérale (Bilateral Enhancement Roadmap) ;
- Promouvoir la durabilité dans le secteur, notamment à travers le développement et le déploiement des carburants d'aviation durables (*Sustainable Aviation Fuels – SAF*) ;
- Renforcer la coopération dans l'analyse et l'atténuation des risques systémiques pour la sécurité ainsi que dans l'innovation et les technologies futures ;
- Faciliter l'échange d'informations sur les risques émergents pour l'aviation tels que le domaine cyber, les zones de conflit et les interférences sur les systèmes de positionnement par satellite.

8. L'administration fédérale lance un appel à propositions pour la mise en place d'un centre pour l'innovation en transport maritime

Le 14 juin, l'administration fédérale chargée du transport maritime (MARAD, placée au sein du DoT) a [publié](#) un [appel à propositions](#) (*Request for Proposal – RFP*) doté de 2 Md\$ visant à mettre en place un tout premier centre américain pour la recherche, le développement, l'évaluation et le déploiement de nouvelles technologies et pratiques répondant aux défis environnementaux du système de transport maritime.

Baptisé « U.S. Center for Maritime Innovation », ce centre aura pour mission notamment de :

- Faciliter l'usage d'énergies propres et le développement des infrastructures associées dans le secteur maritime ;
- Suivre et évaluer l'état actuel des connaissances et les avancées dans le domaine des technologies marines émergentes aux États-Unis, identifier et travailler à combler les lacunes en matière de recherche ;
- Conduire des programmes de recherche, de développement, de test et d'évaluation pour des équipements, des technologies et des pratiques liées à la protection de l'environnement marin ;
- Fournir une aide à l'analyse réglementaire et documenter les meilleures pratiques dans l'industrie maritime, y compris par la dispense de formations ;
- Travailler avec le secteur privé ainsi que les établissements d'enseignement et de formation à l'élaboration de stratégies sur la main d'œuvre pour l'industrie maritime aux États-Unis.

L'administration indique que le centre instaurera des groupes d'experts dans certains domaines de recherche prioritaires, incluant la réduction des émissions de polluants des navires et dans les ports, la dissémination par les navires d'espèces aquatiques nuisibles ainsi que la pollution sonore sous-marine générée par les navires.

Industrie

Brèves

- Le 18 juin, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) que les entreprises GlobalFoundries et Polar Semiconductor rejoignent l'initiative CHIPS Women in Construction Framework. Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Million Women in Construction » portée par la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo, a été créé en mai 2024 [voir [Brèves sectorielles du 3 mai 2024](#)] et vise à doubler le nombre de femmes présentes dans le secteur de la construction d'ici dix ans. Ces deux nouveaux membres

portent le nombre d'entreprises au sein de ce programme basé sur le volontariat à quatre, avec Micron Technology et Intel.

- Le 17 juin, les travailleurs syndiqués auprès de l'Union Automobile Workers dans l'usine d'Ultium Cells de Lordstown (OH) ont [accepté](#) à 98 % un nouveau contrat permettant d'établir un salaire horaire passant de 20 \$ à 35 \$ d'ici fin 2027. Ultium Cells, une joint-venture entre General Motors (GM) et LG Energy Solution destinée à la production de batteries électriques, avait été au cœur des négociations lors des grèves survenues fin 2023 chez GM, afin de déterminer s'ils pouvaient bénéficier des accords-cadres fixés entre l'UAW et GM pour l'ensemble de ses usines. Au sein de l'industrie des batteries, Ultium Cells devient désormais l'entreprise avec le salaire horaire minimum le plus élevé des États-Unis.

Distribution et divertissement

Brèves

- Selon le [Financial Times](#), le propriétaire du Washington Post, Jeff Bezos, est intervenu publiquement auprès de la rédaction du journal pour soutenir le directeur actuel, Will Lewis. Nommé en 2023 par Jeff Bezos, le directeur fait face à de fortes tensions au sein de la rédaction en raison d'une nouvelle stratégie de réduction des coûts pour le Washington Post, qui a enregistré 77 M\$ de perte l'année dernière. Dans le memo obtenu par le FT, Jeff Bezos assure son soutien au directeur tout en garantissant vouloir conserver une information éthique, fiable et de qualité, principale inquiétude de la rédaction face aux annonces de coupes budgétaires.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Des sénateurs demandent à l'EPA une augmentation des taux d'incorporation des biocarburants

Les sénateurs Amy Klobuchar (D-Minnesota) et Chuck Grassley (R-Iowa) ont [adressé](#) une lettre bipartisane à Michael Regan, administrateur de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), l'exhortant à augmenter les volumes d'incorporation de certains biocarburants fixés par la norme sur les carburants renouvelables ([RFS](#)). Cette demande concerne le diesel à base de biomasse et les biocarburants de seconde génération.

Les diesels à base de biomasse sont des carburants produits à partir de matières organiques renouvelables et les carburants de seconde génération sont fabriqués à partir de sources non alimentaires, telles que les résidus agricoles et les déchets forestiers.

Tout en reconnaissant que les volumes qui doivent être incorporés sur la période 2023-2025 conformément à la norme RFS sont les plus élevés de l'histoire, les sénateurs considèrent qu'ils doivent encore être considérablement augmentés au regard des capacités actuelles de production de cette filière industrielle. Cette réévaluation des taux d'incorporation est indispensable, selon eux, pour éviter la fermeture d'installations de production de biocarburants et ses conséquences négatives sur l'économie locale.

Les sénateurs justifient également leur demande par le fait que les biocarburants sont un soutien important au revenu des agriculteurs. Ils rappellent que l'USDA prévoit une baisse du revenu net agricole en 2024 sous l'effet d'une augmentation des coûts de production, et notamment des intrants, alors que les prix des matières premières agricoles sont orientés à la baisse.

Brèves

- Le Secrétaire à l'Agriculture, T. Vilsack, a annoncé un investissement de 81 M\$ sous forme de prêts partiellement non remboursables grâce aux crédits ouverts par l'Inflation Reduction Act. Cette initiative sera mise en œuvre dans le cadre du programme Powering Affordable Clean Energy ([PACE](#)). Elle vise à fournir une énergie propre et abordable aux communautés rurales du Colorado, en partenariat avec la [Poudre Valley Rural Electric Association](#). Les fonds alloués permettront la construction de deux projets de stockage d'énergie solaire.

Numérique et innovation

10. La Federal Trade Commission (FTC) accuse TikTok de violations de la vie privée des enfants

TikTok et sa société mère, ByteDance, sont [accusés](#) par la Federal Trade Commission (FTC) de violations des lois sur la protection de la vie privée des enfants. La FTC a transmis une plainte au Département de la Justice (DoJ) indiquant que TikTok ne se conformait pas entièrement à la loi sur la protection de la vie privée des enfants en ligne (COPPA) et à un accord de règlement de 2019 entre la FTC et l'entreprise.

TikTok a [exprimé](#) sa déception face à la décision de la FTC de porter la question devant les tribunaux. La plateforme affirme avoir pris des mesures pour répondre aux préoccupations de la FTC, notamment en limitant l'accès à l'application pour les utilisateurs de moins de 13 ans et en rendant privés par défaut les comptes des utilisateurs de

moins de 15 ans. La FTC maintient néanmoins que des violations supplémentaires ont pu se produire, ce qui a motivé la transmission de la plainte au DoJ.

11. Des sénateurs ont déposé une proposition de loi pour lutter contre les images intimes non consentuelles générées par l'IA

Un groupe bipartisan de sénateurs, dirigé par Ted Cruz (R-Texas), a [déposé](#) le 18 juin le « Take It Down Act », une proposition de loi visant à criminaliser la publication d'images intimes non consentuelles, en particulier la pornographie deepfake générée par IA. Ce texte obligerait également les plateformes numériques à retirer les images offensantes dès notification par la victime.

Cette proposition de loi marque la deuxième initiative au Sénat visant à résoudre le problème de la pornographie générée par IA représentant des personnes réelles sans leur consentement. Le DEFIANCE Act, législation proposée en janvier 2024 par le président de la Commission judiciaire du Sénat, Dick Durbin (D-Illinois), permettrait aux victimes de déposer des poursuites civiles contre ceux qui produisent, distribuent, possèdent ou sollicitent sciemment ces deepfakes pornographiques.

Brèves

- Ilya Sutskever, co-fondateur d'OpenAI, a [lancé](#) une nouvelle entreprise intitulée « Safe Superintelligence », visant à développer une intelligence artificielle avancée tout en garantissant la sécurité.
- La Federal Trade Commission (FTC) a [déposé](#) une plainte contre Adobe, accusant l'entreprise de dissimuler des frais et de compliquer le processus de résiliation de ses abonnements. La FTC allègue que ces pratiques enfreignent la Restore Online Shoppers' Confidence Act (ROSCA) et le FTC Act en omettant de recueillir le consentement exprès des consommateurs avant de les facturer.

Santé

12. Les attaques pour demande de rançon se multiplient depuis le piratage de Change Healthcare

Selon la société de cybersécurité Recorded Future, interrogée par le média Axios, les attaques de ransomware contre les organismes de soins de santé ont [augmenté](#) après le piratage de Change Healthcare, qui a paralysé une grande partie du système de soins de santé américain.

Il y a eu 44 attaques contre le secteur des soins de santé en avril, le plus grand nombre que Recorded Future ait vu depuis quatre ans qu'il recueille des données. Il s'agit également de la deuxième augmentation la plus importante d'un mois sur l'autre, après les

30 attaques de ransomware enregistrées en mars. Il y a eu 32 attaques en février et en mai.

Cette hausse, rapportée également par Wired, [suggère](#) que les 22 M\$ que la société mère de Change, UnitedHealth Group, a versés aux pirates pour débloquer ses systèmes, ont peut-être encouragé les hackers à cibler davantage ce secteur vulnérable.

« Les attaques de ransomware contre les prestataires de soins de santé attirent l'attention, elles sont largement signalées par rapport à d'autres types d'attaques de ransomware », a déclaré Allan Liska, analyste chez Recorded Future, à Axios. « Même si un acteur de ransomware ne reçoit pas de rançon, il gagne en notoriété », a-t-il ajouté.

Brèves

- Tempus AI, un fournisseur d'outils de données et d'analyse pour les développeurs de médecine de précision basé à Chicago, a [levé](#) 411 M\$ lors de son introduction en bourse.
- Le Département de la Justice (DoJ) a [arrêté](#) le 13 juin les dirigeants de la société de télésanté californienne Done Global, spécialisée en santé mentale, en raison de ses activités de distribution frauduleuse du médicament Adderall contre le trouble déficit de l'attention (TDAH). Le DoJ estime que les revenus générés par cette activité atteindraient 100 M\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)